

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 32/3 (2005)

DOI: 10.11588/fr.2005.3.63908

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

guerre et à une volonté de guerre des Russes. Que doit faire l'Allemagne? Attendre que la Russie prenne l'offensive en Galicie contre l'Autriche? Waldersee qui a l'oreille du prince Guillaume dont tout le monde pressent qu'il montera bientôt sur le trône impérial, défend l'idée d'une guerre préventive contre la Russie. L'intérêt de l'Allemagne est-il d'attendre que la Russie attaque l'Autriche-Hongrie? Bismarck qui pense que Waldersee et ses partisans exagèrent le danger russe, est remarquablement prudent et tempore; il cherche aussi à mettre la Russie en difficulté; il élève les droits de douane sur les céréales, interdit les transactions sur les papiers russes à Berlin pour provoquer la baisse du rouble, but, qu'il n'atteint d'ailleurs pas vraiment. Finalement Bismarck réussit à calmer le jeu. Bientôt les données intérieures allemandes retiennent toute l'attention des dirigeants: affaiblissement rapide du vieux Guillaume I<sup>er</sup>, maladie mortelle du Kronprinz Frédéric, avènement à bref délai du jeune prince Wilhelm sur le trône impérial. L'année des trois empereurs change les données de la politique intérieure; une autre époque s'ouvre avec un jeune empereur qui veut se mettre en scène, ce qui affaiblit rapidement la position de Bismarck. Canis consacre de longues pages aux données de politique extérieure qui conduisent en mars 1890 à la démission de Bismarck. Ce qui est dit du rôle de Holstein, critique interne de la politique de Bismarck, était déjà bien connu; à cet égard, le livre de Canis n'apporte pas d'éclairage nouveau.

Après le débarquement du pilote, Canis dégage les grandes lignes de la nouvelle direction du Reich qui consacre l'abandon d'une partie seulement de l'acquis bismarckien. Il s'achève par un épilogue d'une quarantaine de pages sur la place de l'Empire allemand dans le système européen. Cette conclusion qui reprend et synthétise un livre précédent de l'auteur »Von Bismarck zur Weltpolitik« paru en 1997, prolonge l'analyse jusqu'à la Première Guerre mondiale. De l'héritage bismarckien, il reste bien sûr la Duplice et la Triplice, les points fixes jusqu'en 1914 de la position de l'Allemagne en Europe. La conclusion de Canis est sans surprise. Bismarck s'est consacré à la construction du Reich avec des moyens politiques et diplomatiques; il a acquis au bénéfice de l'Empire allemand »une position semi-hégémonique en Europe«. Cette conclusion que nous acceptons et sur laquelle Andreas Hillgruber avait déjà attiré notre attention, ne renouvelle pas le sujet. L'histoire diplomatique classique a ses limites et au mieux peut être renouvelée à la marge.

François ROTH, Nancy

Michael SCHMID, Der »Eiserne Kanzler« und die Generäle. Deutsche Rüstungspolitik in der Ära Bismarck (1871–1890), Paderborn (Ferdinand Schöningh) 2003, XII–751 p. (Otto-von-Bismarck-Stiftung. Wissenschaftliche Reihe, 4).

Michael Schmid analyse la politique militaire du nouveau Reich allemand à l'époque bismarckienne en s'appuyant sur des sources peu ou pas exploitées jusqu'à présent, en particulier sur les papiers d'Alfred Graf von Waldersee, chef d'État-major adjoint, puis chef d'État-major de l'armée allemande (1882–1891), des éléments des archives de l'armée restitués par l'URSS à la RDA, et les dossiers militaires de l'*Auswärtiges Amt*.

L'auteur insiste sur la lutte de Bismarck pour imposer la primauté du politique face à un *Kriegsministerium* prussien soucieux d'affirmer, en s'appuyant sur la *Kommandogewalt* du souverain prussien, l'autonomie de l'armée allemande. Bismarck repousse, en 1871, les tentatives de Roon pour créer un ministère de la guerre du Reich et fait confirmer le droit exclusif de contreseing du chancelier, seul ministre du Reich, il est ainsi le médiateur indispensable entre le *Kriegsministerium* prussien et le *Reichstag* et peut contrôler la situation.

Le ministère de la guerre prussien a trois priorités: écarter le contrôle budgétaire du *Reichstag* en faisant adopter un »Äternat«, c'est-à-dire un budget militaire sans durée déterminée; limiter l'application de la conscription universelle pour préserver une armée d'élite avec un

corps d'officiers nobles, et éviter l'incorporation d'hommes susceptibles d'être influencés par le socialisme; donner la priorité aux manufactures d'armement de l'armée, afin de ne pas dépendre de l'industrie privée. Bismarck fait échouer les projets d'«Äternat» budgétaire du *Kriegsministerium* pour des raisons de politique intérieure – hostilité totale d'une partie des Nationaux-libéraux –, mais surtout parce qu'il limiterait ses possibilités d'intervention dans les affaires militaires. Il impose en 1874 le principe d'un septennat budgétaire, reconduit en 1880 et en 1887. D'une manière générale, il parvient, très largement, à imposer ses priorités de politique intérieure et extérieure aux militaires jusque vers 1886–1887.

La politique conservatrice du *Kriegsministerium* prussien, avec le choix d'une armée d'élite, est bientôt remise en cause par la menace d'une guerre sur deux fronts, après le congrès de Berlin de 1878 qui ne satisfait pas la Russie, et par la course aux armements et les dispositions stratégiques des adversaires potentiels à l'Est et à l'Ouest. Alors que le plan d'opération du chef d'état-major von Moltke de février 1877 prévoit une guerre rapide à l'Ouest et estime peu probable une guerre sur deux fronts, le plan d'avril 1879 fait porter l'effort allemand à l'Est pour éliminer la Russie pendant sa phase de mobilisation. La réorganisation progressive de l'armée russe à la suite de l'introduction du Service militaire obligatoire par Milioutine en 1874, et la reconstruction rapide de l'armée française, couronnée par la réforme Freycinet de juillet 1889 (service de trois ans, réorganisation de la réserve), font pencher la balance des effectifs, mais aussi des armements, au détriment de l'Allemagne. Ce qui pose le problème d'une réduction du service militaire de trois ans, afin d'incorporer une part plus grande d'une classe d'âge dans l'armée et d'accroître ainsi les réserves instruites. Très vite, deux conceptions s'affrontent parmi les militaires. Les partisans d'une «armée de masses» préconisent l'incorporation de toutes les recrues d'une classe d'âge et l'élargissement du corps des officiers aux fils de la bourgeoisie. Les partisans de l'armée d'élite traditionnelle, dirigée par des officiers nobles, n'incorporant qu'une fraction des recrues, surtout dans les circonscriptions de l'Est de l'Elbe, considère aussi l'armée comme un instrument d'ordre à l'intérieur et dont il faut exclure les recrues influencées par le socialisme. Ces conservateurs sont les plus nombreux et les plus influents au *Kriegsministerium*, mais aussi à l'état-major avec Waldersee. À partir de 1886, ils pensent pouvoir résoudre le dilemme qui se pose à eux par une frappe préventive à l'Ouest ou à l'Est. Il faut exploiter une situation encore favorable pour l'Allemagne et mener une attaque rapide et surprise contre la France pour éviter une guerre longue mobilisant les masses. En arguant d'un renforcement des troupes russes dans la partie occidentale de l'Empire, Waldersee parvient à convaincre Moltke, en novembre 1887, que la Russie prépare une guerre contre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie et que la seule solution est une frappe préventive à l'Est dès l'hiver 1887–1888. Lors du *Kriegsrat* du 17 décembre 1887, Guillaume I<sup>er</sup> rejette, cependant, toute idée de guerre préventive contre la Russie, tandis que Moltke, dans la crainte d'une guerre longue, abandonne les partisans de l'attaque préventive.

Hostile à toute idée de guerre préventive, Bismarck inaugure, à partir de l'hiver 1886, une stratégie de défense contre «le parti de la guerre», en se faisant l'avocat de l'urgence d'une réforme en profondeur de l'armée allemande dans le sens d'un service militaire universel – il s'agit d'accroître de manière substantielle l'armée de campagne par intégration de nouvelles réserves – et d'une modernisation immédiate de l'armement. Il oppose aussi à la thèse d'une guerre préventive contre la Russie la priorité de la guerre contre la France, tout en affirmant que la situation militaire de l'Allemagne sera bien meilleure après ces réformes.

Avec Guillaume II, l'autonomie de l'armée sur la base du *Kommandogewalt* est nettement affirmée et Bismarck de plus en plus écarté des principales décisions militaires. Mais Waldersee et ses partisans tentent en vain de convaincre le jeune souverain de la nécessité d'une guerre préventive contre la Russie en novembre 1888. À la suite de la réforme Freycinet, on prépare une nouvelle réforme en profondeur de l'armée. Partisans d'une armée d'élite et partisans d'une armée de masses s'affrontent à nouveau sur la question de la réduc-

tion de la durée du service militaire, qui permettrait d'incorporer une plus large partie d'une classe d'âge (44% des conscrits sont alors incorporés en Allemagne contre 73,5% en France). Mais, il faut attendre 1893 pour que le chancelier Caprivi fasse adopter par le *Reichstag* une réforme qui va dans le sens de l'armée de masses. C'est dans ce contexte que le nouveau chef d'état-major de l'armée allemande, von Schlieffen, modifie les plans d'opération pour faire face à une guerre sur deux fronts, en privilégiant l'idée d'une offensive massive à l'Ouest dans le secteur de Nancy, pour ensuite se retourner contre la Russie. À la suite de l'achèvement du système français de fortifications, il envisage, au plus tard en été 1895, et sans consultation des responsables politiques, un plan de contournement par la Belgique qui aboutira au fameux plan Schlieffen.

On peut regretter bien des longueurs, de longues citations de sources parfois connues et l'absence de conclusions partielles, qui ne facilitent pas la lecture de l'ouvrage. Fondé sur un large dépouillement de sources, il apporte cependant bien des éléments nouveaux sur la politique militaire à l'époque bismarckienne. Il apporte beaucoup de neuf sur la politique d'armement. Il met en valeur le dilemme auquel sont confrontés les militaires conservateurs du fait de la course aux armements en Europe. Il montre aussi l'existence dès l'époque bismarckienne des deux types de militarisme caractérisés par Stig Förster pour la période 1890–1913: un militarisme conservateur, soucieux de préserver l'armée d'élite, instrument de conservation sociale à l'intérieur, et un militarisme »bourgeois«, partisan d'une armée de masses dans la perspective d'une mobilisation pour une guerre longue. Le second type est naturellement bien moins développé qu'après 1890.

Christian BAECHLER, Strasbourg

Wilhelminism and Its Legacies. German Modernities, Imperialism, and the Meaning of Reform, 1890–1930. Essays for Hartmut Pogge von Strandmann. Ed. by Geoff ELEY and James RETALLACK, Oxford (Berghahn) 2003, 269 S.

Bis zum Ende der siebziger Jahre galt ungeachtet vereinzelter abweichender Stimmen die These vom deutschen Sonderweg und von der Rückständigkeit des politischen Systems des Deutschen Kaiserreichs als eine kaum zu erschütternde und gesicherte Erkenntnis der historischen Forschung. Aufgebrochen wurde dieses Interpretationsschema in den achtziger Jahren nicht zuletzt durch zahlreiche detaillierte Studien jüngerer angelsächsischer Historiker. Kritische Fragen stellte aber auch der in Oxford lehrende Hartmut Pogge von Strandmann. Vor allem seine Arbeiten über Walter Rathenau, einen der herausragenden Repräsentanten des »Wilhelminismus«, aber auch seine zahlreichen Artikel zur deutschen Außen- und Kolonialpolitik, zur Wirtschafts- und Parteiengeschichte des Kaiserreichs und der Weimarer Republik, zu den nationalen Interessenverbänden und zur Revolution von 1918/19 öffneten seinen Schülern den Blick und die Perspektive für eine veränderte Sicht auf die Geschichte des Deutschen Kaiserreichs und das auch in Weimar fortwirkende Erbe des »Wilhelminismus«.

Im Zentrum der von Geoff ELEY und James RETALLACK herausgegebenen und eingeleiteten Festschrift zu seinem 65. Geburtstag steht die Frage nach der Rückständigkeit bzw. Modernität des politischen Systems des Kaiserreichs und den Chancen für eine Reform der von Bismarck 1870/71 durchgesetzten politischen Institutionen des Reiches. In den 14 Beiträgen des Sammelbandes, die sich ganz überwiegend mit wirtschaftlichen, kulturellen, sozialen und außenpolitischen Aspekten der Jahre zwischen 1890 und 1914 beschäftigen, ist denn auch immer wieder die Rede von der allgemeinen Dynamik jener Zeit, vom rasanten wirtschaftlichen Wachstum, dem erfolgreichen Zusammenspiel der Führungskreise aus Politik, Wirtschaft und Finanzwelt, vom unerschütterlichen Glauben an den technisch-wissenschaftlichen Fortschritt, dem rapiden Wandel der Lebensumstände, von